

La nouvelle revue de presse

NRP juin 2011, n°8



Dossier

Printemps arabe : « Thank you Facebook ! »

Société

L'Internet au secours des Algériens

Djedjiga Rahmani

Economie

L'argent d'abord, l'amitié plus tard

Chawki Amari

Droit

Avec l'intervention en Libye,
l'ONU a démontré sa partialité légendaire

Oumar Thiam

Mémoire

Que reste-t-il de Boumediene?

Cherif Ouazani

الصيف الحار
مختارات الصحف

Dossier:

Printemps arabe: « Thank you Facebook! »

Facebook compte 1,2 million d'utilisateurs en Algérie

Madjid Makadhi, p.4

Google par-ci, Facebook par-là, Youtube de l'autre

Mohammed Beghdad, p.5

Blogs et liberté d'expression

Pamela Chrabieh Badine, p.6

Internet bouleverse-t-il les rapports sociaux?

Igor Martinache, p.7

Enquête: la «ligue @rabe»

Pierre Boisselet, p.7

Société

L'Internet au secours des Algériens

Djedjiga Rahmani, p.8

Maroc: La vie en tram

Mehdi Michbal, p.9

Economie

L'argent d'abord, l'amitié plus tard

Chawki Amari, p.10

36,3 millions d'habitants en Algérie, p.11

Droit

Avec l'intervention en Libye, l'ONU a démontré sa partialité légendaire

Oumar Thiam, p.12

Hommage à Mohand Issad, Architecte des réformes

Farid Abdeladim, p.13

Mémoire

Au cœur de l'autrefois, A propos du livre de: « El qaçba, Zeman » de Kaddour M'Hamsadji

Abderahmane Zakad, p.14

Que reste-t-il de Boumediene?

Chérif Ouazani, p.15

Bibliographie, p.16

La NRP est la nouvelle formule de la « Revue de presse », créée en 1956 par le centre des Glycines d'Alger.

[Attestation du ministère de l'information: A1 23, 7 février 1977]

Revue bimensuelle réalisée en collaboration avec le :



CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

3, rue Kadir Sid Ahmed, Oran • Tel: +213 41 40 85 83 • Courriel: nrpresse@yahoo.fr

Site web: www.cdesoran.org

Ont collaboré à ce numéro

Farid BELGOUM

Bernard JANICOT

Hizia LAKEDJA

Fayçal SAHBI

Mehdi SOUIAH

Leila TENNCI

Houari ZENASNI

Si vous voulez recevoir gracieusement les numéros suivants de la Nouvelle Revue de Presse, envoyez-nous un message à l'adresse suivante:

nrpresse@yahoo.fr

Les idées exprimées dans les textes repris par la NRP n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Alors que l'on est « déjà » au 8ème numéro de la NRP, il y a une certaine tendance qui se confirme : Certains dossiers sont plus « faciles » à monter que d'autres ; il existe des sujets qui s'imposent, qui percent, qui pointent leur bout de pensée, et ils ne vous abandonnent pas avant que vous

ne les couchiez sur papier blanc ou écran noir. Ils sonnent comme une urgence, presque comme une évidence.

On dit « presque », parce que la question que tente d'entraîner ce numéro est loin d'être irrécusable. S'il on a énoncé le titre de cette façon qui semble quasi-péremptoire, sans que l'on met de point d'interrogation - chose qui aurait pu atténuer le ton du dossier, voire même le remettre en question - c'est qu'on assume ce choix. « Un choix assumé » est un pléonasme. « Un éditorial subjectif » en est un autre. Ceci n'est pas une analyse. Ceci n'est pas un compte-rendu. Ceci est un éditorial.

Il est parfois plus utile d'approcher un événement politique par son côté humoristique que par son sérieux. Il est plus spontané et moins conditionné par les appareils médiatiques. Il s'avère également souvent plus significatif. Pendant le soulèvement populaire en Egypte, au début de l'année, qui a provoqué la chute de son Raïs, on racontait à qui veut l'entendre une courte histoire satirique, qui résume, sans réduire, l'image que se faisaient les égyptiens de « Facebook ». Cette histoire met en scène deux hommes qui paraissent peu cultivés et surtout très atteints par les ravages de la bouteille. Le premier interrogea le second au sujet de cette nouvelle chose que l'on appelle Facebook. Celui-ci répondit, non pas sans flegme : « C'est un truc avec lequel on chasse les présidents dans nos pays ! »

Si l'on a très vite désigné ces révoltes populaires comme étant une sorte de révolution facebook, c'est qu'il y a une part de vérité dans ce constat. L'histoire des nations est faite de succession de révoltes et de révolutions, mais ce qui caractérise les révolutions tunisienne puis égyptienne (dans un ordre chronologique) c'est qu'on a eu recours à de nouvelles technologies et à des médias « virtuels » dont les répercussions et les conséquences ont été, elles, bien réelles.

En fait, ces « révolutionnaires électroniques » n'ont été que le prolongement d'un combat qui germe déjà au sein de leurs sociétés et qui était en gestation depuis bien longtemps. Facebook, ou tout autre réseau social sur internet, n'est pas la cause de la révolte des peuples arabes, il n'en est qu'un de ses outils. Il y a eu bien d'autres peuples qui se sont auparavant révoltés, sans qu'ils aient eu recours à internet, à commencer par la révolution iranienne contre le Shah jusqu'à la révolte des jeunes d'octobre 88 en Algérie.

Pourtant ces réseaux sociaux ont été décisifs au moins pour deux raisons. D'abord par leur capacité à rassembler et à « mettre en lien » des points distants qui ne se seraient peut-être jamais rencontrés sans l'aide de cet outil ; De plus, ces réseaux ont garanti plus de visibilité à ces mouvements populaires. Les deux révolutions ont atteint leurs objectifs notamment grâce à l'image que l'on a véhiculée d'elles. La révolution égyptienne fut presque « belle » même sur un plan strictement esthétique. Elle fut héroïque sur un plan symbolique. Facebook, tweeter, ou encore youtube n'en sont pas étrangers à tout cela.

Enfin, ces deux révolutions ont été également une réponse éloquentes à des clichés générationnels, vieux comme le monde, et qui ont la peau dure... comme tous les clichés. Dans l'histoire du rapport entre l'homme et ce « monde virtuel » que sont les réseaux sociaux, il y a eu quasiment un avant et un après « printemps arabe ». On dénombrerait plus les pamphlets qui les jugeaient nocifs. Ils étaient synonymes de perte de temps et d'abrutissement des jeunes gens. Hormis quelques voix discordantes, on est aujourd'hui loin de ce discours, devenu par la force des choses et des faits, incommode et démodé. Ces e-révolutions réfutent un certain discours générationnel dominant, qui s'appuie sur la négation du présent au bénéfice du passé, dans le cadre du « Avant c'était mieux » Pour légitimer des logiques de domination d'ordre culturel et de nature paternaliste... Le printemps arabe est, avant tout, l'histoire « d'une bande d'adolescents boutonneux » qui ont fait chuter des régimes autoritaires des plus pugnaces et ont marqué de leur empreinte l'histoire du combat des peuples dans leur long chemin vers la liberté. S'ils ont fait cela, c'est qu'ils ont appris, de ce « monde virtuel », une leçon essentielle : rien n'est plus désormais impossible.

Fayçal SAHBI

Facebook compte 1,2 million d'utilisateurs en Algérie

Facebook est très prisé en Algérie. Le premier réseau social au monde cartonne dans notre pays, où il compte actuellement 1,2 million d'utilisateurs. C'est ce qui ressort d'une enquête, Webdialn@, réalisée par deux entreprises algériennes spécialisées dans le conseil en webmarketing (Med&Com) et les solutions logicielles (Ideatic) dont les résultats ont été rendus publics hier.

Madjid MAKADHI

Ce que l'étude Webdialn@ révèle de particulièrement frappant, c'est l'incontestable percée des réseaux sociaux, tels que facebook ou Twitter, pour ne citer que les plus connus. Pas moins de 32% des internautes déclarent se connecter pour accéder aux réseaux sociaux.

Le grand gagnant de ce marché très porteur est sans conteste facebook, qui totalise 70% des connexions à des réseaux sociaux en Algérie. Chiffre à retenir : facebook compte 1,2 million de membres algériens», notent les auteurs de cette étude des usages et perceptions des internautes algériens. Cette enquête, qui s'est étalée sur quatre semaines (19 juillet-21 août 2010), a concerné un échantillon de 18 064 internautes qui ont répondu à un questionnaire électronique publié sur plusieurs sites web algériens.

«Ideatic et Med&Com ont réalisé la plus grande enquête jamais menée en Algérie», explique la même source. Selon l'étude, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) se généralise dans la société algérienne et se propage à présent à travers les 48 wilayas du pays.

«Loin d'être un effet de mode, la prise de conscience collective de l'importance des TIC est en train de s'ancre chez nos concitoyens», commente-t-on encore. Le développement de l'ADSL a influé positivement sur la pénétration de l'internet en Algérie.

«Alors qu'en 2009, la région centre du pays comptabilisait, à elle seule, 50% des internautes, en 2010, la donne a changé. D'autres régions ont profité du développement de l'ADSL. Ainsi, la région Ouest compte 21,8% des internautes contre 15,68% l'année dernière. Il en est de

même pour le Sud qui passe de 9,36% à 12,4% cette année», lit-on dans le même communiqué.

Le faible débit mis en cause

L'enquête en question relève que les Algériens préfèrent se connecter chez eux ; ils représentent 77% de la totalité des internautes. «Plus de 50% des foyers équipés regroupent au moins trois utilisateurs», précise-t-on. Mais le débit ne suit pas. «52% des internautes disposent d'une connexion égale ou inférieure à 256 Kbits/seconde, ce qui est largement insuffisant pour le type de contenus proposés aujourd'hui sur Internet, que ce soit des vidéos, des jeux... », ajoute-t-on.

Si Internet est utilisé largement par les étudiants, cette enquête note que les structures d'enseignement, en Algérie, sont faiblement connectées. «Ils ne sont que 9% des étudiants algériens à se connecter depuis leur lieu d'étude des», expliquent encore les auteurs du sondage. S'agissant des habitudes de connexion, les internautes algériens sont des «internet addicts» puisqu'ils sont 66,7% à se connecter plusieurs fois par jour, dont 40% se connectent plus de 20 heures par semaine.

Internet a tendance aussi à surclasser les médias traditionnels, puisqu'il devient l'outil d'information numéro 1 des internautes algériens. «74% des internautes algériens déclarent préférer Internet comme outil d'information», lit-on aussi dans ce document. Ce sondage révèle également l'existence d'une nouvelle habitude chez les Algériens : la consultation des publicités sur Internet : «Les internautes algériens sont très tentés de cliquer sur les bandeaux publicitaires qui s'affichent au cours de leur navigation.»

El Watan 19 mars 2011

Facebook en chiffres



Date de création : février 2004.
Valorisation actuelle : 33 milliards de dollars (estimation), soit 23,6 milliards d'euros.
Nombre de membres : entre 500 et 550 millions [dont 1,2 millions en Algérie].
Couverture géographique : 207 pays ou territoires sont couverts.
Taux de pénétration : dans 17 pays, plus de 30% de la population (pas seulement les internautes) est connectée.
Nombre moyen d'amis : 130 par membre.

Source: [Le Monde Magazine 10.10.2010](#)

Google par-ci, Facebook par-là, Youtube de l'autre

Mohammed BEGHAD

Inimaginable il y a quelques mois seulement ! Une journée parlementaire sur le thème «Réseaux sociaux en ligne: analyse, enjeux et impact» a été organisée en ce lundi 9 mai 2011 au sein de l'Assemblée Populaire Nationale. Une première pour cette institution.

Comme le rapporte la presse, cette rencontre a été animée par des parlementaires, des journalistes, des chercheurs universitaires à laquelle avaient pris part également des ministres, des représentants du mouvement associatif, des étudiants, des professionnels et des experts de la communication. Il semble que cette journée ait été programmée un peu dans la précipitation car rien n'avait filtré sur les préparatifs et surtout sur le choix des invités. Il aurait été souhaitable que cette journée soit diffusée en direct et en rediffusion sur les antennes de la télévision nationale pour la faire ressortir de sa coquille et de sa torpeur actuelle. On pourrait quand-même trouver une tranche d'horaires dans une télévision où les rediffusions à la sauce turque et mexicaine font un malheur à longueur de l'année. Sans les révolutions arabes, ce sujet serait resté sans aucun doute aux oubliettes et constitué un tabou pour l'éternité mais un vent vient de souffler sur notre pays et sur le peuple avide de nouvelles libertés synonymes de ces nouvelles technologies de l'information et de la communication. Sans l'anticipation, cette brise peut être suivie d'un ouragan si l'on ne s'intéresse pas plus particulièrement aux problèmes de la jeunesse algérienne et des algériens en général.

Au fait, il n'y a pas que les jeunes qui pullulent dans les réseaux sociaux. Les plus âgés sont aussi des abonnés du célèbre Facebook dont l'audience est en train d'explorer exponentiellement. Il est sans doute plus puissant que le président des Etats-Unis lui-même. D'ailleurs, Barak Obama l'avait subtilement utilisé en plus de Twitter pour devenir président de l'actuelle première puissance mondiale contrairement à son adversaire, le vieux McCain qui misait beaucoup plus sur les médias traditionnels. Les jeunes ont encore une fois fait la différence.

C'est pour vous signifier l'ampleur que sont en train de prendre les réseaux sociaux sur la politique des TIC. On trouve de tous, des universitaires, des journalistes, des représentants de la société civile, des anonymes, des chômeurs, etc.. Enfin toutes les tranches d'âge des algériens avec une forte représentativité des jeunes.

Les collégiens, les lycéens et les étudiants sont devenus de vrais adeptes, des facebookiens très assidus. Ils passent beaucoup plus de temps que devant un écran de TV. Ils racontent tous leurs problèmes sur ce réseau qui est devenu un immense défouloir pour nos jeunes qui ne trouvent aucun remède à travers le média traditionnel, qui se croit à travers l'ENTV, tenir en haleine tous les algériens. Le journal télévisé de 20 heures qui était, autrefois, le moment fort et privilégié de l'audimat, est abandonné sans cesse. Chacun peut vérifier cela sur ses propres enfants. On jette de temps à autre un coup d'œil pour voir si les choses ont changé mais brusquement on repart bredouilles plus que jamais chassés.

Les journaux consacrés aux pays du Maghreb d'Al-Jazeera et celui de France 24, ont plus de saveur. Ils abordent tous les sujets que ne peut le faire l'unique qui se

croit être toujours le nombril de l'Algérie lorsqu'on écoute le ton solennel de ses speakers, à part peut-être pour quelques nostalgiques qui la regardent beaucoup plus par contrariété que par conviction.

Pendant ce temps, Google, Facebook, Twitter, Youtube, DailyMotion et j'en passe, déroulent tranquillement sur un terrain laissé vierge par nos gouvernants et en écrasant tout sur leur passage. On peut lire une chronique d'un journaliste avant qu'elle ne soit ou pas publiée dans son journal. C'est une peine perdue à l'avance. Nous ne sommes plus comme l'ère d'avant. Il existe l'avant et l'après internet où l'on pourrait retrouver son maître d'école dont on a perdu les coordonnées depuis plus de 40 ans.

Nos étudiants et lycéens possèdent presque tous un compte sur le numéro un des réseaux sociaux. C'est un engouement sans limite. Ils échangent tout entre eux, les informations dans leurs moindres détails. Ils déjouent toute manipulation en une seconde. Ils sont connectés en permanence. On a tous vus comment les étudiants ont géré leur dernière grève. Ils filment tous sur leur passage, toujours avec leurs téléphones portables prêts à bondir et photographient toute scène suspecte et mise aussitôt en ligne à la célérité de la lumière. On ne peut rien faire contre cette nouvelle génération Facebook qui est en train de nous surpasser en tous. Il faut juste se tourner vers eux et les comprendre comme on le fait dans les pays outre-méditerranée. Ils peuvent mettre en dérision n'importe quelle personnalité, politique, sportive ou artistique. Leurs critiques sont acerbes et les caricatures constituent leur terrain favori. Ils ont créé leur propre journal des guignols sans qu'ils ne passent pas aucune censure ni ciseaux à l'ancienne. Ils n'ont aucune limite sauf celle de l'éthique et de la déontologie lorsqu'ils n'agissent pas en anonymes. Ils ne reculent devant rien. Ils ont les mains et les doigts libres pour cliquer sur une icône sans aucune retenue, comme ils le désirent. Il suffit de prendre leurs responsabilités. Ils peuvent briser une carrière promise sans aucun remord. Attention, la génération souris est là, prête à sévir.

Autrefois, ils avaient besoin d'une autorisation spéciale pour se réunir, pour discuter. Plus maintenant, ils peuvent discourir sans passer par un quelconque agrément. La création d'une association n'est plus un parcours du combattant en faisant la chaîne et demander des rendez-vous d'un bureau administratif à un autre. Il suffit juste de surfer de son Netbook et choisir entre les choix d'une page Web à une autre. Cela ne dépend plus d'un

bureaucrate qui peut vous créer tous les problèmes possibles et de vous mettre toutes les embûches incroyables pour vous éjecter de toute idée moderne. Internet a cassé toutes les barrières pour créer son groupe sur le thème que l'on veut. On peut devenir un ami de n'importe quelle personnalité de la planète même lorsqu'il s'agit d'un président, d'un prince, d'un footballeur ou d'une star de pop.

Un groupe sur Facebook peut traiter les problèmes en une heure plus qu'une tournée du pays de nos chefs de partis rouillés dans leurs anciens dogmes. On peut même créer son propre parti en un click de la souris et faire adhérer tous les êtres vivants sur la terre. Les invitations gratuites sur ce site vous arrivent tous les jours. Vous êtes sollicités de toutes parts pour donner un avis ou un

conseil à un ami. Vous pouvez commenter n'importe quelle info qui arrive sur le fil d'actualité et écrire tout ce qui vous passe par la tête. On apprend à défendre et à débattre toute idée. Vous pouvez aimer ou ne pas ne pas aimer quelque chose. Vos photos sont épiluchées au plus profond des détails.

En une seconde en appuyant sur «amis seulement», ou «Amis de mes amis» ou «tout le monde», vous pouvez balancer une information et toucher des millions de personnes se trouvant sur la toile. Et comme la page Facebook est la seconde page active à laquelle vont les internautes, le monde entier est à votre écoute. Un SOS est vite repéré et la traque immédiatement lancée.

D'après les dernières statistiques disponibles, le nombre d'abonnés sur Facebook des algériens dépasse allègrement les 2 millions. Ils étaient à peine la moitié de ce chiffre il y a quelques mois seulement. Leur nombre ne cesse de croître en dépit du bas débit, des coupures qui vous découragent et des points d'accès qui font défaut si ce ne sont pas les cybers qui se sont refaits une nouvelle agréable santé. Malgré qu'il faut attendre des heures avant de visionner une quelconque vidéo. Pourtant Internet n'a pas fait un bond spectaculaire dans les foyers.

Lorsque les budgets le permettent, il faut s'attendre dans peu de temps à un second boom dans l'utilisation des réseaux sociaux avec l'arrivée sur le marché, actuellement timide due à son prix, du téléphone Iphone et de la révolutionnaire tablette d'Ipad qui sont en train de faire un tabac dans les pays dits riches technologiquement. Quant à chez nous, on entend parfois des discours quelques fois attirants comme celui dernièrement, à titre d'exemple, du ministre de la jeunesse et des sports et de

son homologue de l'information qui nous parlent de Blogs, du phénomène des réseaux sociaux mais vite escamotés lorsqu'on regarde la réalité de nos médias lourds qui roulent en sens contraire. A les entendre parler, nous avons l'impression que l'on est en pleine révolution des médias mais la réalité nous fait sursauter de nos rêves et la poudre aux yeux nous fait retourner à la période d'avant le 17 décembre 2010.

Nous avons toujours l'impression qu'il existe des forces occultes qui ne veulent pas du bien à ce pays et qui veulent gouverner à contre-sens mais ils oublient que la destinée va être confiée, tôt ou tard par les lois de la nature, à ces jeunes qui sont en train de faire leur révolution pour le moment virtuelle.

A force de les oublier, ils ont créé leur monde à eux, leur espace pour respirer, leurs amis réels ou fictifs pour partager, leurs propres réseaux pour s'informer en dehors de toute tutelle. Ils vivent en Algérie mais déconnectés du monde des adultes et des gouvernants. Ils ont inventé leur style qui est totalement différent du monde des grands qui les ont trop complexés. Ils possèdent leurs visions des choses qui les discernent distinctement des autres. Ils ont tout simplement généré leur propre Algérie en attendant que nous nous effacions un jour devant leur chemin qu'ils ont tracé.

Il faudrait mieux les accompagner dans leur nouvelle révolution que d'être doublé, de rater l'évènement et de passer à la trappe de l'histoire.



12 mai 2011

Blogs et liberté d'expression

L'Internet est devenu un instrument essentiel de construction et de diffusion de l'information au niveau mondial, garantissant un certain niveau de liberté d'expression, même lorsque le contrôle règne comme dans la plupart des pays arabes – hormis le Liban. Lors du premier colloque des blogueurs du monde arabe organisé par la fondation allemande Heinrich Böll Stiftung (Zicco House, Beyrouth, Liban, août 2008), auquel nous avons participé, la conquête/reconquête de la liberté d'expression constitua un sujet majeur de préoccupation. Plus de trente blogueurs et blogueuses du Liban, de l'Égypte, du Maroc, de la Tunisie, de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, de la Palestine, de l'Irak et de la Syrie partagèrent leurs visions et pratiques édifiatrices, mais aussi leurs amères expériences avec les autorités de leurs pays respectifs. Certains blogueurs voient leurs sites arrêtés ou sont emprisonnés, voire contraints à l'exil.

Toutefois, dans d'innombrables situations, les blogueurs remplacent les journalistes dans leur rôle de témoins. Le blogueur égyptien Wael Abbas, par exemple, est devenu une véritable star de la blogosphère après avoir posté sur son blog et sur YouTube des images de tortures dans les prisons égyptiennes. Ces documents ont conduit au premier procès contre les forces de l'ordre égyptiennes. En ce sens, des blogueurs permettent d'accroître la liberté d'expression. Le Saoudien Ahmed al-Omran (<http://saudijeans.org/>) a permis de rendre publique l'affaire de Qatif, une jeune fille condamnée pour avoir été violée par sept hommes. Le site Mideast Youth (<http://www.mideastyouth.com>) du Jordanien Mohamed Azraq constitue un espace de liberté plus individuelle puisqu'il

ose enfreindre, entre autres, les tabous sociétaux comme celui de l'homosexualité.

Nombreux sont les blogueurs qui critiquent la répression, la censure, les crimes contre l'humanité et ceux qui militent pour les droits humains en général. Le blog constitue dans le monde arabe un nouvel outil de communication pour la jeunesse et les exclus – dont les femmes et les minorités. Certains ont créé leur blog, car ils sentaient qu'ils «allaient exploser?» s'ils ne racontaient pas au monde ce qu'ils ressentaient, comme en Arabie saoudite (où les femmes représentent plus de la moitié des blogueurs du royaume), dans les Territoires palestiniens (des blogueurs palestiniens ont affirmé vouloir obtenir la reconnaissance de leur peuple) et en Égypte (contre la persécution de jeunes membres des Frères musulmans). Mentionnons aussi le cas de la révélation par des blogs d'agressions sexuelles contre des femmes au Caire, lors d'une fête religieuse en octobre 2006 ; ou en 2005 lorsque les autorités ont arrêté trois modérateurs de forums Internet au Bahreïn, les blogueurs ont lancé un appel en leur nom, ont posté les heures et les lieux de manifestations pour leur libération et ont conçu un système d'alerte par couleurs pour signaler le degré de proximité de leur libération ; ou encore l'exemple d'un des pionniers de la cyber-dissidence, Zouhair Yahyaoui, mort à trente-six ans en mars 2005, lequel avait fondé le site TUNeZINE sous le pseudonyme de «?Ettounsi?» («?le Tunisien?» en arabe), où il y décrivait la situation lamentable des droits humains en Tunisie.

Extrait de : «**Les blogs, nouvel enjeu du monde arabe**» de Pamela Chrabieh Badine paru dans le **Financier du** 17 mai 2011

Internet bouleverse-t-il les rapports sociaux?

Igor MARTINACHE

Comme l'ont encore illustré les révolutions tunisienne ou égyptienne, le rôle des réseaux sociaux numériques est de plus en plus mis en avant dans les soulèvements populaires. S'ils peuvent faciliter la circulation des informations et la coordination, Facebook ou Twitter ne sont des conditions ni nécessaires ni suffisantes des mobilisations et ne doivent pas occulter des facteurs socio-historiques plus profonds.

Le web fournit certes de nouveaux outils délibératifs, du vote électronique aux forums politiques, en même temps qu'il enrichit l'accès à l'information en permettant de mieux confronter les sources, d'aller directement aux documents bruts, sans passer par des intermédiaires, mais aussi de créer des médias alternatifs comme le réseau Indymedia. Plus généralement, en abaissant considérablement les coûts d'entrée à diverses pratiques journalistiques, artistiques ou scientifiques, le Web a nourri une montée des amateurs qui contestent l'hégémonie des experts-spécialistes, ainsi que le décrit Patrice Flichy. Mais ce faisant, il développe aussi la diffusion d'œuvres médiocres, de thèses douteuses et de rumeurs infondées, qui appellent à une plus grande vigilance.

Les présupposés d'égalité, comme le principe de neutralité du Net, masquent la réalité du fonctionnement du réseau. L'essentiel du trafic est concentré sur une série de sites qui savent tirer leur épingle du jeu des techniques de classification des moteurs de recherche comme Google. Et finalement, la logique de l'audience, qui rend incontournables les intermédiaires qui trient et hiérarchisent l'information, y conserve le même rôle que dans les médias classiques,

Pire encore, l'emprise des firmes marchandes peut même emprunter des formes plus pernicieuses en épousant les nouvelles potentialités du Web collaboratif pour gagner la confiance, voire l'affection des internautes dont elles demandent à devenir les « amies » en ligne. Elles profitent dans le même temps de leur inattention pour stocker quantité d'informations sur leur compte avec leur tacite consentement. Des données d'abord à valeur commerciale, mais qui pourraient aussi être utilisées à mauvais escient. Au final, Internet accentue plus qu'il ne provoque les évolutions sociales.

Extraits. **Alternatives économiques**, n°301



Enquête: la «ligue @rabe»

Pierre BOISSELET

« Alerte ! Aziz tabassé puis disparu depuis 14h! » « Anonymous a décidé de pirater les sites du gouvernement. Ils ont besoin de vous pour identifier des cibles. Rejoignez-les. »

L'Histoire retiendra sans doute que c'est avec ce genre de courts messages, postés sur la plateforme de microblogging, Twitter, que s'est écrite la fin du règne de Zine el-Abidine Ben Ali. Les expressions « révolution internet » ou « révolution Facebook », qui ont fait florès depuis sa fuite, sont certes exagérées - c'est d'abord sous la pression de la rue que Ben Ali et Hosni Moubarak ont jeté l'éponge —, mais il est indéniable que les réseaux sociaux en ligne ont joué un rôle crucial en amont. Dans la diffusion de l'information notamment. C'est sur ces réseaux que s'est répandue, depuis Sidi Bouzid, la nouvelle de l'immolation, le 17 décembre 2010, de

Mohamed Bouazizi. Les grands médias ne commenceront à s'y intéresser qu'après les premiers soulèvements dans la région, quand les internautes les plus branchés, eux, veulent déjà venger le « martyr ». Le régime aura beau accentuer la censure, les images amateurs - très crues - des victimes de la répression se répandent à toute vitesse. Elles resteront même longtemps le seul matériau visuel à la disposition des chaînes de télévisions étrangères.

C'est à l'appel de blogueurs influents, comme Slim Amamou (devenu depuis secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports), que les premiers rassemblements ont lieu à Tunis. Grâce à leurs contacts tunisiens sur la Toile, quelques manifestants égyptiens se réuniront même (déjà!) au Caire, à la fin de décembre, en solidarité avec les habitants de Sidi Bouzid.

Extraits. **Jeune Afrique**, n°2617

Instauration des relations interpersonnelles L'Internet au secours des Algériens

C'est à la recherche d'un refuge ou d'une échappatoire à la réalité que les Algériens passent le plus clair de leur temps sur Internet. S'extraire au contexte réel, aux tracasseries de tous les jours, demeure la principale motivation de ces jeunes rencontrés dans les différents cybercafés d'Alger-Centre.

La plupart des internautes reconnaissent que leur conduite a beaucoup changé et qu'ils ne peuvent pas passer une journée sans se connecter, mais ils ignorent tous que cet enivrement pourrait devenir pathologique. Pour Kamel, un jeune universitaire, les réseaux sociaux, notamment Facebook, lui permettent de renouer les liens avec ses amis, surtout avec ceux établis à l'étranger. «J'utilise Facebook pour discuter avec les personnes que je connais déjà», a-t-il énoncé. Bien qu'il soit occupé par son travail, cet universitaire ne peut pas se passer de l'Internet. Il profite même de la pause déjeuner pour se connecter. Le soir, il le fait également chez-lui. «Je consulte Facebook quotidiennement. J'y passe pratiquement trois heures par jour», a-t-il affirmé. Idem pour Redouane, un jeune de 21 ans. «J'utilise le tchat tous les jours. Je passe 2 à 3 heures par jour pour discuter avec mes amis d'Algérie et des pays arabes», a-t-il précisé. Pour certains, l'Internet est un moyen de communication qui leur permet d'établir de nouvelles relations et de renouer des liens avec les personnes perdues de vue. En revanche, d'autres le conçoivent comme étant un refuge. «C'est un refuge pour moi», a déclaré Kamel, qui pourtant ne souffre pas comme la plupart des jeunes des problèmes du chômage.

Mariage par Internet

Si les internautes rencontrés avouent qu'ils sont des adeptes de ce moyen de communication, ils se montrent mé-

Djedjiga RAHMANI

fiant vis-à-vis de certains services offerts par ce mode de communication, notamment les sites de mariages. Du moins, c'est ce qu'ils déclarent ouvertement s'appuyant sur les arguments religieux et les inconvénients de la connaissance virtuelle. «Hram, (c'est péché), je ne peux pas connaître ma femme de cette façon», a réagi Redouane au sujet du mariage par Internet. Pour ce qui est du mariage avec les étrangères visant essentiellement les femmes occidentales, Redouane est catégorique : «Je ne peux pas quitter le pays à n'importe quel



prix.» Kamel, quant à lui, reconnaît avoir connu beaucoup de personnes qui se sont mariées par Internet et dont le mariage a bien réussi. «Ce moyen n'est pas utilisé uniquement pour quitter le pays, j'ai un ami au Canada qui cherche à connaître une femme algérienne par Internet», a-t-il argué.

Kamel avoue qu'il est contre la désacralisation du mariage, utilisé comme un moyen pour quitter le pays. «Je ne crois pas qu'on puisse connaître la personne réellement», infère-t-il. Mais, il justifie tout de même ces pratiques qui sont devenues récurrentes en Algérie : «Je connais quelqu'un qui s'est marié avec une femme âgée de 53 ans alors qu'il n'a que 28. Je le comprends parfaitement. Je suis venu d'une région (Tizi Ouzou), où certains universitaires n'ont jamais eu l'occasion de travailler. Dans ma région, le chômage a atteint un pic alarmant», regrette-t-il. Pour les filles qui

ont connu leurs conjoints par le biais des sites de rencontres, elles l'avouent rarement aux amis et surtout à leurs parents. «Je connais cinq filles qui ont connu leurs époux par Internet, mais elles ont dû expliquer à leurs parents qu'elles se sont rencontrées à la fac. Elles ont peur de la réaction des parents», a témoigné Hakima, étudiante en médecine. Qualifié de coup du hasard, de mensonge et d'insensé, le mariage par Internet semble de prime abord n'intéresser aucune des personnes rencontrées sur le terrain.

«Il n'y a pas de sincérité, sauf peut-être pour les sites payants parce qu'on ne peut pas payer en euros pour juste passer le temps», a estimé un internaute. «Pour moi, ce n'est pas un choix, le mariage avec les étrangères est un signe de désespoir. Quand on est naufragé, on s'accroche à n'importe quoi. C'est une autre face de hargha», a épilogué un autre internaute. Toutefois, notre inscription sur

l'un des sites de rencontres du mariage a révélé l'afflux de nombreux Algériens sur ce mode de communication. Nous avons en effet reçu une vingtaine de réponses en 48 heures, ce qui dénote du paradoxe que vivent la plupart des Algériens. Pourquoi ont-ils honte d'assumer leurs actes ? Ils manifestent pourtant de plus en plus un intérêt important à ce genre de rencontres. De l'avis de certains spécialistes, l'Internet assure la sécurité à ses usagées. Contrairement aux communications menées dans la vie réelle, sur Internet, la face de l'internaute est beaucoup mieux protégée. «J'utilise l'Internet pour m'exprimer à l'aise et vaincre ma timidité», a avoué Kamel.

[Tout le monde en parle, mais personne ne peut réaliser ce que va être la vie avec. Le tramway algérien vient de faire ces premiers pas, en effet « ce dimanche 8 mai 2011 a lieu, nous apprend la presse nationale, la mise en service du premier tronçon du tramway d'Alger. Il relie Bordj El Kiffan à Bab-Ezzouar, dans la banlieue est, la plus peuplée de la capitale. Réalisé avec le concours d'Alstom -et d'autres entreprises-, ce tramway va contribuer à faciliter les déplacements des Algérois en attendant l'apport du métro d'Alger d'ici la fin de l'année ». En attendant la livraison de la première ligne à Oran prévue pour décembre de l'année en cours, l'équipe de la NRP vous propose cet extrait de reportage sur « la vie en tram » dans une réalité similaire à la réalité algérienne, celle du Maroc.]

Mehdi MICHBAL

Maroc: La vie en tram

Ayant nécessité un investissement de 3,8 milliards de dirhams, le tramway reliant les deux rives du Bouregreg a changé la face de l'agglomération Rabat-Salé. Zoom sur un projet qui compte «révolutionner» le quotidien de 400 000 Rbatis et Slaouis.

Après trois ans et demi de galère, les habitants de Rabat-Salé peuvent enfin souffler : la «bête» est en marche. Reliant les deux rives du Bouregreg, via le nouveau pont Boulay Hassan, le tramway sillonne depuis une semaine les rues et grandes artères des deux villes. Gratuit

les trois premiers jours (une sorte de cadeau pour les habitants de Rabat-Salé), le tram a entamé officiellement sa phase commerciale le lundi 23 mai. Et le succès était au rendez-vous : «Les trois premiers jours, les rames en circulation ont été prises d'assaut par la population. On a même dépassé notre capacité de transport. Mais les choses sont revenues à la normale dès lundi», nous confie Nadia Jebrou, la directrice de communication de la société du Tramway Rabat-Salé, maître d'ouvrage du projet.

«Le tram a changé ma vie»

A son lancement en décembre 2007, le projet du tram n'avait pourtant pas recueilli l'adhésion de la population locale. Les travaux de gros-œuvre, de déviation des voiries et d'installation du réseau ferré ont chamboulé le quotidien des Rbatis et Slaouis (les Casaouis endurent toujours ce calvaire, lire encadré). Cette image d'ogre encombrant fait désormais partie du passé. Et le tram, cet engin design, écolo et furtif, est aujourd'hui plébiscité par les habitants des deux rives. «C'est ça la révolution, la vraie !», lance cet étudiant slaoui, heureux d'en avoir fini avec le diktat des grands taxis et autres bus qu'il empruntait depuis

deux longues années pour se rendre à Madinate Al Irfane, quartier universitaire à l'autre bout de la capitale. Autre témoignage, celui d'un cadre bancaire dont la voiture dort désormais au garage et qui voit dans le tram une opportunité d'affaires : «Mon appart' est à deux pas de la station du tram. Sa valeur devrait désormais exploser...», se réjouit-il, le sourire malin.

Comme lui, ce sont pas moins de 400 000 habitants qui vont profiter du tram. D'une capacité de 580 voyageurs par rame (dont 118 places assises), ces véhicules tout juste sortis des usines Alstom de la Rochelle et de Barcelone représentent 10 à 12 fois la capacité d'un bus ordinaire et devront transporter pas moins de 6 millions de voyageurs par an. Opérationnelles 7j/7, de 7h à 21h en milieu de semaine et jusqu'à 23 h le week-end, les 44 rames aujourd'hui en circulation desservent les principaux «points chauds» de l'agglomération.

Quartier universitaire, hôpitaux, administrations, centre-ville, gares routières et ferroviaires... le tram ratisse large. Et ce n'est que le début : une première extension du réseau à quatre nouvelles stations est prévue à partir du mois de juillet, «dès l'aboutissement des derniers tests techniques», nous signale la dir' com du projet. «Et les horaires de fonctionnement seront étendus de 6h à 23h, du lundi au dimanche», ajoute-t-elle. Exit également les délais aléatoires (et interminables) d'attente : la fréquence de passage ne dépasse pas les 15 minutes pour la première ligne et 30 minutes pour la seconde. A partir de juillet, «ce délai sera uniformisé et réduit à 10 minutes pour l'ensemble des stations», promet-on.

Prix du ticket : 7 DH, pour une durée de validité d'une heure, soit pratiquement le double de celui du bus ! Trop cher ? «Oui, un peu, mais ça en vaut vraiment la peine», assure ce Rbati. Comparé aux autobus en circulation, le tram Rabat Salé est un havre de luxe ! Dernier cri de la gamme du Français Alstom Transport, leader mondial dans le domaine, les rames offrent un design ultra-moderne, avec une petite touche artistique marocaine inspirée du zellige du mausolée Mohammed V de Rabat. Dans les rames, l'odeur du neuf prend à la gorge (du moins pour le moment) et le confort est assuré : sièges tapissés, climatisation automatique, signalisation électronique en arabe et en français... Et le ne-plus-ultra : des caméras de surveillance épient le moindre de vos gestes. Liées directement au poste de commande, les images peuvent être consultées à tout moment par la police suite à «un dépôt de plainte ou sur demande expresse de la police», est-il signalé aux passagers dans un petit guide d'utilisation distribué dans les différentes stations. «Même le son est enregistré», lance, pas peu fier, ce jeune contrôleur, pantalon gris et veste bleue d'usage. Le tram a même une boîte noire ! Pour ceux qui se plaindront toujours de la cherté du ticket, une offre d'abonnement est en cours de finalisation : carte de 10 voyages, abonnement à la semaine, abonnement mensuel ou annuel seront lancés à partir du mois de juillet. Objectif annoncé : réduire le prix moyen du voyage à 5 DH seulement. Que demande le peuple ? [...]

Pour quelques dirhams de plus

TELQUEL

n° 475

Chawki AMARI

Près de 700 entreprises françaises et algériennes se sont réunies à Alger le 31 mai 2011 pour fixer 4.300 rendez-vous économiques. La hache de guerre est momentanément enterrée pour déterrer à la pelle contrats et projets.

Par consentement mutuel, le président algérien Abdelaziz Bouteflika, qui a peur d'être lâché par tout le monde, se rapproche de son homologue français Nicolas Sarkozy, qui lui a toujours peur de manquer d'argent. Lune de miel financière pour mariage de raison, les deux pays ont trouvé pour un temps un terrain d'entente, comme dans un divorce où l'argent sert à acheter la paix et à dépassionner les débats. Ce premier Forum de partenariat Algérie-France, selon l'intitulé officiel, n'est pas un hasard — et les deux parties sont gagnantes sur ce resserrement.

En perte de vitesse comme la plupart des autocrates arabes encore debout, le président Bouteflika a besoin d'alliés, et, en bon politicien, il sait que l'argent sert à s'acheter des soutiens, à défaut d'amis. Pour la France, tout contrat est bon à prendre en temps de crise, le président Sarkozy s'étant aperçu que la part française du marché algérien était passée en 20 ans de 25% à 15% et réalisé qu'il pouvait lui échapper. Économiquement, c'est donc «l'opération la plus importante» depuis deux ou trois ans selon Christophe Lecourtier, directeur général d'Ubifrance, l'agence française pour le développement international des entreprises.

Des projets et des accords spectaculaires, parmi lesquels le rachat par Saint-Gobain du leader de la verrerie algérienne Alver, l'entrée de l'assureur français Axa en Algérie et d'autres fusions et joint-ventures comme une usine de montage de Renault pour produire 150.000 véhicules avec un taux d'intégration de 50% (1 milliard d'euros d'investissement), un vapocraqueur d'éthane avec Total et Sonatrach, l'entreprise publique pétrolière algérienne (5 milliards d'euros d'investissement), un partenariat Alstom-Ferrovial et un autre entre Lafarge et le groupement Gica, auxquels il faut ajouter une unité de production pharmaceutique Sanofi-Aventis. Des tonnes d'anxi-

olytiques, pour deux hypertendus.

Le temps des silences

Signe révélateur, lors de ce Forum les consignes ont été strictes de part et d'autre: entre les discussions, les signatures et les applaudissements, en France comme en Algérie rien n'est venu gâcher la découpe du gâteau. Pas un mot sur la guerre d'Algérie, les crimes coloniaux ou sur l'ouverture des archives dont une nouvelle partie sera accessible en 2012.

La France est le premier investisseur hors hydrocarbures en Algérie, avec ses 30.000 expatriés y vivant, la majorité travaillant pour le compte de près de 400 filiales d'entreprises françaises qui s'activent dans ce pays réputé difficile. L'Algérie, avec ses 27 milliards d'euros d'importations pour 2010, reste un bon client, et la France est son premier fournisseur. Ce qui a poussé le président Sarkozy, talonné par la Chine en forte progression (deuxième fournisseur pour l'Algérie avec 4,69 milliards de dollars — 6,14 milliards de dollars pour la France avec 13% du marché en 2010), à défendre ses chasses gardées et même à nommer un «Monsieur Algérie» en la personne de Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, qui s'est rendu plusieurs fois en Algérie.

Les deux parties sont donc utiles l'une à l'autre, et pour un temps on aura oublié les sujets qui fâchent, guerres de l'histoire et du présent ou essais nucléaires au Sahara, libre circulation des personnes (problématique des visas) et hostilité anti-immigrés en France. Bref, l'impossible réconciliation avec la demande de repentance pour les crimes coloniaux d'un côté, l'outrecuidance d'un supposé rôle positif de la colonisation de l'autre. Si ce forum est une «réussite» pour les deux acteurs, politiquement, tout reste au point mort. Pour l'Algérie, il s'agit de camper au bivouac de la nostalgie d'un passé héroïque pour faire oublier le triste présent aux Algériens; pour la France, de dormir sur son glorieux passé d'empire et ne pas s'éloigner des électeurs du Front national en prévision des prochains scrutins qui s'approchent — à pas de loup.

Binationalité, le maillon faible

Comme dans un divorce, l'argent peut diluer les tensions mais ne règle pas le problème de la garde des

enfants. Il ne s'agit que de marchés; les passerelles sont dès lors superflues, le producteur parlant directement au consommateur. C'est dans cet esprit que les détenteurs d'une double nationalité, algérienne et française, sont aujourd'hui stigmatisés en France, alors qu'ils devraient être, au moins par rêverie, ce pont entre les deux rives. C'était la dernière illusion: le mariage de raison entraînera donc un lâchage des enfants mixtes, qui seront probablement remis à l'assistance.

Sur ce coup et toujours dans la perspective de la présidentielle de 2012, l'extrême droite a été rejointe par l'UMP (l'Union pour un mouvement populaire, le parti de Nicolas Sarkozy), dont une partie soutient ce débat sur l'exclusivité des nationalités. Tout le monde l'aura compris, il ne s'agit bien sûr pas de s'en prendre aux Français qui ont la nationalité américaine ou russe, ni à ceux qui possèdent la nationalité israélienne, mais à ces «4 millions», selon Marine Le Pen, de «Français possédant la nationalité algérienne».

La nouvelle star du populisme dur rejoint d'ailleurs sur ce point le président Bouteflika, qui il y a quelques années s'étonnait que l'on puisse avoir plusieurs nationalités, fustigeant les binationaux algéro-français ou franco-algériens selon le point de vue. L'histoire n'est pas allée bien loin; aucun débat n'a eu lieu et aucun projet de loi n'a été envisagé — contrairement au côté français, où l'on songe de plus en plus à légiférer sur cette dualité qui irrite.

L'amitié c'est bien beau, mais, par glissements progressifs, il ne s'agit plus que d'argent et de contrats. Pour la France de droite et d'extrême droite, il n'est plus question que chacun reste chez soi mais de pousser maintenant à choisir son camp de manière exclusive, posant un véritable problème aux enfants de couple mixtes, déjà passablement schizophrènes. La dernière passerelle va peut-être tomber.

Statistiques au 31 décembre 2010: 36,3 millions d'habitants en Algérie

L'Algérie comptait 36,3 millions d'habitants au 31 décembre 2010, dont 50,6% de sexe masculin et 49,4% de sexe féminin, selon l'Office national des statistiques (ONS), indique l'APS.

Le 31 décembre 2011, la population algérienne devrait être supérieure de quelque 800.000 âmes pour atteindre 37,1 millions d'habitants, prévoit cette source. Le bilan démographique issu de l'exploitation des bordereaux numériques de l'état civil fait ressortir, en 2010, l'enregistrement de 888.000 naissances vivantes, 157.000 décès et 345.000 mariages.

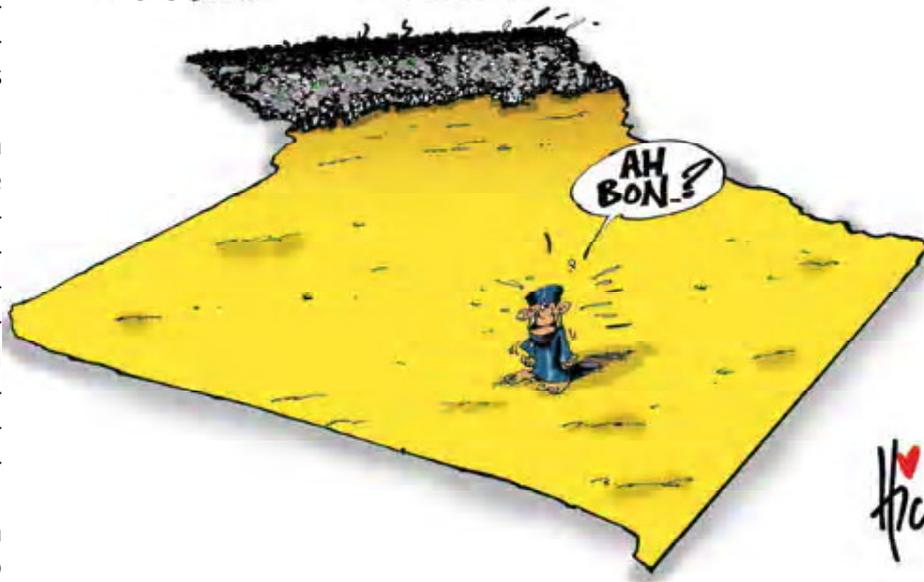
Au premier juillet 2010, la population résidente totale était estimée à 36,0 millions d'habitants faisant que l'accroissement naturel vient de franchir le seuil des 2 %, soit +731.000 personnes en 2010 contre +690.000 en 2009. Selon l'ONS, la structure de la population par âge et par sexe est marquée par une légère baisse du pourcentage des moins de 15 ans qui passe de 28,2% en 2009 à 27,8% en 2010.

Néanmoins, la part de la population âgée de moins de 5 ans continue d'augmenter, passant de 10 % à 10,7 % durant la même période, alors que la population en âge d'accomplir une activité économique (15 à 59 ans) se stabilise autour de 64,5 %.

Par ailleurs, il est observé que la part des personnes du troisième âge (60 ans et plus) a connu une légère augmentation par rapport à celle relevée en 2009, passant de 7,4% à 7,7 % soit un effectif de 2.785.000 personnes. Enfin, la population féminine en âge de procréer (15-49 ans) est estimée à 10,2 millions de femmes.

L'année 2010 était marquée essentiellement par une augmentation importante du nombre de naissances, une légère diminution du volume global des décès et une pro-

36 MILLIONS D'HABITANTS EN ALGERIE...



gression modérée des mariages, relève l'ONS.

L'Algérie a enregistré durant la même année, 887.810 naissances vivantes réparties en 454.037 de sexe masculin et 433.773 de sexe féminin, soit un rapport de 105 garçons pour 100 filles, a précisé la même source.

ACCROISSEMENT DE 4,6%

Comparativement à 2009, le nombre de naissances vivantes a connu une augmentation de près de 39.000 âmes, ce qui représente un accroissement relatif de 4,6% ainsi. Le taux brut de natalité passant de 24,07 pour mille en 2009, à 24,68 pour mille en 2010.

L'année 2010 a été marquée d'autre part par une diminution de 2000 décès par rapport à 2009, ce qui se traduit par un recul du taux brut de mortalité qui passe de 4,51 pour mille à 4,37 pour mille. Le taux de mortalité infantile poursuit le même rythme de diminution observé ces dernières an-

nées et passe de 24,8 pour mille, en 2009, à 23,7 pour mille en 2010, soit un gain d'un point environ.

La diminution de la mortalité infantile et celle de la mortalité générale affecte directement le niveau de l'espérance de vie à la naissance, qui passe de 75,5 ans en 2009 à 76,3 ans en 2010 soit un gain de 9 mois. Concernant la nuptialité, l'ONS signale que l'effectif des mariages s'est accru de 1% entre 2009 et 2010 contre 3% entre 2008 et 2009.

Pour l'ONS, cette augmentation «limitée» inaugure probablement une nouvelle phase caractérisée par une stagnation du volume des mariages. Le taux brut de nuptialité a quant à lui subi une baisse et passe de 9,68 pour mille, en 2009, à 9,58 pour mille, en 2010, selon l'ONS.

Avec l'intervention en Libye, l'ONU a démontré sa partialité légendaire

Oumar Thiam, juriste sénégalais et doctorant à l'université de Reims (France), se livre à une critique de l'intervention militaire en Libye. Au-delà de la légalité internationale des frappes occidentales qu'il dénonce, ce spécialiste du droit public décèle dans le dossier libyen le signe d'une instrumentalisation des Nations unies par les grandes puissances.

L'Organisation des nations unies (ONU) a pour but principal de développer la coopération multilatérale et les relations amicales entre les États, mais surtout maintenir la paix et la sécurité internationales. Toutefois, en dépit de l'existence de cette organisation, l'idéal d'un monde sans guerre reste toujours un mirage. Le Conseil de sécurité ainsi que le système de sécurité collective qui correspondent « à une tentative d'institutionnalisation et d'universalisation du gouvernement de fait des grandes puissances, n'est orienté vers le respect du droit ni dans la façon dont il est conçu, ni dans la façon dont il fonctionne »¹.

Ainsi, le Conseil a tendance à transformer ses résolutions et décisions en règle générale au détriment du droit international. Autrement dit, à travers ce Conseil de sécurité, les grandes puissances transforment leur volonté en légalité internationale. Il est clairement et facilement constatable que « la primauté du système s'enracine avant tout dans la puissance de ceux qui le dominent. Son fonctionnement n'est que peu encadré par le droit puisque, au-delà des procédures, la qualification des situations comme pouvant justifier son intervention est discrétionnaire et donc tributaire de l'accord des États qui composent le Conseil. Celui-ci peut donc devenir tout à fait arbitraire, voire être bloqué, ce que l'on a abondamment observé [...] Il

Oumar THIAM

peut aussi être contourné ou impuissant à soumettre les plus puissants »².

Ainsi, avec la crise libyenne et la résolution 1973, l'ONU, à travers le Conseil de sécurité, a démontré une nouvelle fois sa partialité légendaire.

L'inégalité de traitement des situations justifiant des interventions extérieures

Il est clair qu'il existe dans le monde des situations dans lesquelles des populations civiles sont soit massacrées soit soumises à des conditions justifiant la mise en œuvre, de la part de la soi-disant communauté internationale, du principe de la responsabilité de protéger.

Depuis juin 2007, après l'arrivée au pouvoir du Hamas, Israël a décrété un blocus dans la bande de Gaza. Cette situation apparaît plus comme une « punition collective » qu'une garantie de la sécurité israélienne. À la fois, elle constitue un crime contre l'humanité et menace la paix et la sécurité internationales. Au-delà du blocus, Israël se fait remarquer plus par son mépris du droit international et des résolutions des Nations unies. On reproche à Kaddafi de n'avoir pas respecté le cessez-le-feu imposé par la résolution. Combien de fois les Israéliens ont foulé aux pieds les résolutions du Conseil de sécurité. Mais dans le cas israélien, nous n'avons entendu personne parmi ces gens qui s'agitent aujourd'hui pour demander quoi que ce soit.

En Côte d'Ivoire, depuis novembre 2010, quotidiennement des civils non armés sont massacrés par des forces pro-Gbagbo. Certainement des crimes contre l'humanité y sont commis. Mais là encore, au-delà des condamnations usuelles et alors même que des milliers de Casques bleus et de soldats français étaient sur place, les Occidentaux n'ont pas daigné nous sortir cette responsabilité de

protéger, sinon in extremis. Pourquoi ? Parce que le cacao ivoirien ne vaut pas plus que les puits de pétrole libyens.

L'indifférence de la soi-disant communauté internationale au sort des Gazaouis (pendant des années) et des Ivoiriens (pendant des mois) et son attention subite à l'égard des Libyens attestent qu'elle n'est pas une communauté en tant que telle mais une société interétatique foncièrement divisée par des intérêts qui n'ont rien à voir avec l'éthique et l'idéal humaniste comme on veut le faire croire. Elle reste une société internationale où les plus forts décident en fonction de leurs intérêts.

La différence de traitement des situations justifiant la saisine de la CPI

Indéniablement, des actes pouvant relever de la compétence de la Cour pénale internationale (CPI) sont commis en Libye. Mais, nous disons que, tant dans un passé récent qu'actuellement, des crimes relevant de la compétence de la CPI sont commis dans diverses régions du monde : Israël, Irak, Guantanamo, Darfour, Côte d'Ivoire, Afghanistan, Syrie, Yémen, etc. Mais jusqu'à présent, dans la plupart des cas, la Cour n'a eu à se saisir ou n'a été saisie que des cas africains (Ouganda, RDC, Darfour, Kenya, Libye, etc.). Il est constatable que le deux poids deux mesures est très en vogue dans ce domaine.

Cela traduit une fois de plus, l'idée que l'Occident instrumentalise les Nations unies pour régler ses comptes avec Kaddafi. Quoiqu'on puisse reprocher à ce dernier, nous pensons que dans le cas d'espèce, il s'agit plus d'une volonté de règlement de comptes avec Kaddafi que d'une action salutaire pour sauver des civils. Les Occi-

dentaires utilisent les révoltes des populations comme prétexte pour le liquider.

La présence d'États arabes dans la coalition n'enlève en rien la nature exclusivement occidentale et impérialiste de cette intervention.

Au total, en dépit du caractère condamnable de la répression opérée par les troupes pro-Kaddafi, l'intervention occidentale en Libye traduit plutôt le pouvoir de la puissance occidentale dans le fonctionnement du système international et la création de la légalité internationale. Les Nations unies en général et le Conseil de sécurité en particulier, demeurent des instruments au service des puissants qui les utilisent pour créer

des règles censées protéger les intérêts de la « communauté internationale » mais qui, en réalité, ne servent qu'à conforter leur domination du monde.

Nous ne sommes pas contre le principe de la responsabilité de protéger mais il faut qu'elle s'applique à tous et sans arrière-pensée. Si la soi-disant communauté internationale a le droit ou devoir d'intervenir pour protéger des civils, cela doit être appliqué partout dans le monde lorsque les situations l'exigent. Or, ce n'est pas encore le cas. En effet, la réalité des relations internationales fait que les arrière-pensées politiques, économiques, idéologiques et stratégiques sont toujours déterminantes sur le

poins des décisions des différents acteurs. C'est pourquoi les ingérences extérieures s'appliquent de manières différentes « selon que vous soyez puissant ou misérable ».

Du coup la responsabilité de protéger apparaît plus comme l'habillage d'une ingérence pour faire tomber un dictateur et installer un régime démocratique à la solde des Occidentaux, le tout avec la complicité aberrante des médias occidentaux.

JEUNE AFRIQUE
Toute l'actualité africaine en contre

n° 2635

Hommage à Mohand Issad Architecte des réformes

Le vide laissé par le départ de ce grand avocat dévoué à la cause nationale, à la construction d'un État de droit, n'est guère facile à combler. Rapatriée de Paris, la dépouille mortelle du défunt, Me Mohand Issad, a été inhumée, hier, au cimetière Zedek de Ben Aknoun, en présence de nombreuses personnalités nationales. Y figuraient, entre autres, les généraux Touati et Khaled Nezzar, les anciens Chefs de gouvernement, Mouloud Hamrouche, Ali Benflis et Sid-Ahmed Ghozali, ainsi que les représentants d'organisations officielles, Abdelmadjid Sidi-Saïd de l'UGTA et Saïd Abadou de l'ONM, ou encore l'ex-directeur de la Bibliothèque nationale, Amin Zaoui. Cependant, aucun membre de l'Exécutif n'a été aperçu au cimetière. Ce qui n'est, toutefois, pas sans éviter à la cérémonie funèbre les rituels protocoles officiels obligeant souvent les riverains à se tenir au "garde-à-vous" pendant de longues heures. Les confrères du défunt avocat, à leur tête le secrétaire général du Syndicat national du bâtonnat, Me Selleni, étaient également venus en grand nombre pour l'accompagner à sa dernière demeure. Ceci, outre ses amis et les gens de son village natal, Ath Abbas, (Tizi Ouzou), qui ont, eux aussi, tenu à rendre hommage au grand avocat que fut le professeur Mohand Issad. L'émotion était alors à son comble. D'aucuns ne

pouvaient remettre en cause le mérite du grand homme que fut Me Mohand Issad, décédé mercredi dernier à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu, à Paris, à l'âge de 75 ans, des suites d'une longue maladie. Le vide laissé par le départ de ce grand avocat dévoué à la cause nationale, à la construction d'un État de droit, n'est guère facile à combler. "Il nous laisse un grand vide ; il était une référence pour nous, les avocats ; il était le premier professeur algérien agrégé. Son patriotisme était exemplaire. Son combat n'était autre que celui de construire un État de droit. C'est vraiment une grande perte pour l'Algérie", a déclaré Me Sellin ! i, en guise de reconnaissance à celui qui fut son professeur à l'université d'Alger. La thèse de doctorat du grand professeur, rappelle le représentant du bâtonnat, est jalousement gardée à la bibliothèque du Congrès américain. De son côté, Abdelmadjid Sidi-Saïd, secrétaire général de l'UGTA, n'est pas près d'oublier les louables services rendus par le défunt maître à l'Algérie. Il atteste que "Me Issad a toujours honoré ses engagements ; il a rendu de louables services à la nation, au niveau de tous les postes qu'il a eu à occuper". Au cimetière, on décelait à travers toutes les "tantines" engagées entre les présents, que l'homme, le défunt Mohand Issad, était en effet, connu et reconnu pour son engagement, sa conduite,

son dévouement, mais aussi et surtout pour la constance de ses positions salutaires. Professeur agrégé en droit, spécialiste du droit international, il faut dire que feu Issad n'a jamais été complaisant avec les décideurs, le pouvoir, et ce, en dépit des postures "sensibles" qu'il a eu à occuper. En 1999, il a été désigné président de la Commission nationale de réforme judiciaire (CNRF). Quoique justes, ses conclusions finiront toutefois par être mises au placard. Mais il sera rappelé encore une fois, en 2001, par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour diriger la commission d'enquête sur les événements de la Kabylie en 2001. Hélas, là aussi, ses conclusions et autres recommandations n'allaient pas connaître un meilleur sort. Les responsabilités qu'il avait alors situées dans son rapport objectif sur ces malheureux événements entachés à jamais par l'assassinat de 126 jeunes n'allaient pas élucider la vérité. Pour mieux comprendre l'auteur de plusieurs ouvrages et articles (de presse), il faut surtout le (re)lire "entre les lignes", comme aimait-il à le répéter.

Farid ABDELADIM

LIBERTE

28 octobre
2010

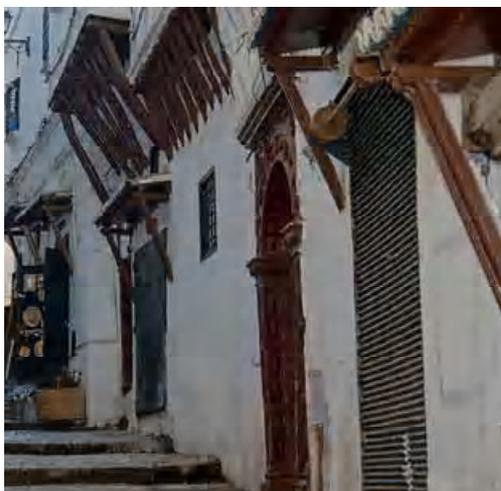
Au cœur de l'autrefois

A propos du livre de: « El qaçba, Zeman » de Kaddour M'Hamsadji, OPU

(...) Ecrire sur la Casbah et ses traditions (...) enfin quelqu'un allait s'intéresser à cette cité tant créée et décriée, pour l'y pénétrer avec la raison et le cœur et non pas avec la passion stérile qui fausse le regard sclérose de la mémoire (...) C'est là une joyeuse promenade, véritable labyrinthe déchiffré pour la découverte de l'immense trésor que recèle la Casbah, parfois hermétique, et qu'il faut envisager aujourd'hui comme parcelle encore vivante d'un millénaire de traditions. Dans un travail de mémoire, avec du recul, de la pudeur (...) les tableaux se retiennent d'humilité sur la vie des gens (...) Il s'agit de la mémoire d'une ville, la casbah tant aimée, tant chantée et aussi tant pleurée lorsque les dégradations commencèrent à la mettre à bas, paraphée par des monicules de gravas, de soupirs et de souvenirs (...) L'auteur remonte à la genèse de la Casbah, se posant la question de l'origine exacte de la cité « El-Djazair » et l'abordant par « L'île aux mouettes » avant d'entamer une balade historique embellie par le charme de la parole humaine. Il nous rappelle Eikosim-Icosium. Raconte les péripéties de Zîfî Ibn Menad et de son fils Bolloghin qui fonda trois villes : « l'une sur le bord de la mer, appelée Djazair-Beni-Mezghanna ; l'autre sur la rive orientale de l'oued Chlef, appelée Miliana ; la troisième porte le nom de Médéa ». Il nous mène jusqu'à Sultân Djezair de la période ottomane que l'on peut traduire par « Alger, la ville sultane », qualifiée de « l'une des plus belles villes de la Méditerranée des XVIe-XVIIIe siècles ». Mais, la Casbah que l'on connaît aujourd'hui, (...), a été commencée en 1516 par Aroudj et achevée sous le pacha Khedar. Elle a remplacé la primitive Casbah berbère, « El-Qaçba el-Qadima ». Et, c'est à partir de la Casbah ottomane jusqu'à celle d'aujourd'hui que l'auteur analyse le site, depuis el Ouata (la plaine) jusqu'au Djebel (le mont). Il s'étend sur son évolution (...) en nous décrivant la physionomie ancienne des rues et des places, allant jusqu'aux détails des boutiques, fontaines, édifices religieux (...) et bien sûr, de la maison algéroise, modèle de raffinement dans la simplicité. C'est un agréable parcours historique qui nous est offert ainsi, une intrusion urbanistique en profondeur, des arrière-boutiques d'artisanat jusqu'à la vie sociale ou surgissent parfois des noms de rues oubliés (...) Dans la partie ethnologique (...) relative au mariage, aux fêtes et pratiques sociales, l'auteur tente de percer le secret de la formation morale (...) je me souviens du jour où je le trouvais perturbé (...) En réponse à mes inquiétudes, il me répondit qu'il n'arrivait pas à

Abderahmane ZAKAD

régler un problème (...) Il s'agissait du texte de la chanson Abqâw âlâ khir que chantait Fadila Dziria et qu'il ne trouvait pas ! Je me proposais de lui acheter un CD. Il refusa car la chanson pouvait ne pas être l'original. Il voulait un texte certifié. Pendant plusieurs mois, il s'est démené auprès des spécialistes. Il rencontra Ahmed Serri et Abdelkader Chaou. Personne n'était sûr de l'originalité du texte jusqu'au moment où, après de minutieuses requêtes auprès de vieilles dames algéroises, des informations recueillies chez Mohammed Réda Guechoud et un ouvrage de l'ethnologue Joseph Desparmet (1905), il parvint à reconstituer le texte de la populaire chanson (...) Qui ne se souvient



pas de cette chanson de fin de fête, du départ, de toujours ? Oui, un départ heureux, dès la nuit tombée ou les femmes lancent leurs youyous en même temps que leurs salutations, allant et venant dans le « West-Eddar », se bousculant, pour arranger leur « Haïk m'rama ». Ces femmes ennuagées de Khol à faire fondre le plus froid des dockers à la chemla d'Antan, femmes suaves et frêles mais assurées sur des chaussures noires gardées pour les belles occasions, femmes d'Alger, mais aussi de Constantine, de Tlemcen, de Béjaïa ou d'ailleurs, femmes de chez nous (...) Non ! Ce n'est pas de la nostalgie. Ce sont là nos traditions, les unes éparses et d'autres enfilées comme un collier de perles, sûres et durables. Et ce qui fait le collier, ce ne sont pas les perles mais le fil qui les retiennent, c'est-à-dire la solidarité qui unissait les femmes. C'était l'époque où les algériens savaient partager la misère, l'époque où l'on se soutenait dans la peine. C'était l'époque des fêtes organisées dans une cour ou dans des chambres aux matelas posés par terre et qui permettaient à la chaleur humaine et aux esprits de se transmettre par ca-

pillarité. Le bonheur d'être simple et de ne pas trop dépenser. Le plaisir de goûter le café à l'eau de fleurs d'oranger, accompagné de gâteaux à base de semoule, de pâte de dattes, d'amandes et de miel. (...) Mais, quittons la fête et avançons dans la vie sociale. Kaddour M'hamsadji convie le lecteur à apprécier l'art de vivre de la société citadine algéroise, jalouse de ses racines et de ses liens ancestraux (...) Dans la Qaçba zemâne, la vie n'était pas un amusement mais un langage sérieux (...) Ainsi, ce passage : « Avec un peu de saine naïveté et un brin de bon sens populaire, on peut comprendre que toute mémoire est mémoire ingénieuse ; en quelque sorte, elle est technicienne, elle fabrique la tradition de la tradition : un passé, repassé dans le présent qui reproduit le passé pour le futur qui déjà l'accueille ». Et, c'est ainsi que l'auteur passe de l'histoire aux coutumes en nous expliquant l'art de la tradition multiple, spécifiant ce que véhicule la parole et ce qu'elle exprime dans leurs signifiants (...) Ce qui fait la Casbah ne réside pas seulement dans les maisons, les ruelles, mais surtout dans l'humain. Et, c'est bien dans les êtres que se construit la civilisation et que se fabrique le langage. L'auteur s'attache alors à définir les mots parmi les plus usités du parler algérois ancien, en les inscrivant dans les faits de la vie d'autrefois. « Le mot, affirme-t-il, est alors saisi dans la situation même de la pensée et de la volonté du citadin de la Casbah ; pour beaucoup, il réveille des images peut-être oubliées ; pour beaucoup d'autres, il rend à la parole son charme imprévisible, si particulier et sa valeur subjective et singulière. Le mot permet alors au langage d'exprimer tout l'espace intime de la Casbah ». Le lecteur est invité à flirter avec le « Hadri » et le « Barrani » (...) Ainsi, une adolescente est dite une « aouïtqa », un adolescent « aouïzeb ». Et c'est de la sorte que l'auteur nous restitue les mots du « Klam zemân » Cette œuvre de Kaddour M'hamsadji ne méritait pas de passer inaperçue (...) C'est un jardin de fleurs créé sur le champ de notre culture. Et si les roses exigent d'être entretenues pour l'agrément, ces livres devraient agrémenter et votre esprit et votre bibliothèque.

Que reste-t-il de Boumediene?

Chérif OUAZANI

plus fort de la crise diplomatique avec la France, à la suite de la nationalisation des hydrocarbures, Paris avait menacé de ne plus acheter de vin algérien, alors deuxième source de revenus en devises pour le trésor public. Coup de sang de Boumediene, qui décide l'arrachage de milliers d'hectares de vignobles, une hérésie économique et une catastrophe écologique, les vignes freinant l'érosion des collines. Quarante ans plus tard, on a fini par prendre la mesure des bienfaits environnementaux des ceps, mais nos vignerons n'ont pas le savoir-faire

de ceux qui avaient planté les vignobles arrachés. » D'autres lui reprochent sa conception des libertés publiques. « Ses discours étaient ponctués de formules toutes faites, comme la suivante : « Le dernier mot revient au peuple. » Mais c'était toujours lui qui prenait la décision finale », analyse Houria, militante au RCD, dont le président, Saïd Sadi, a signé en 2010 un pamphlet dans lequel il accuse Boumediene d'avoir dissimulé, durant des années, les dépouilles des colonels Amirouche et Si-El-Haouès, (...), pour d'obscures raisons de rivalités historiques. Outre son « socialisme spécifique », sorte d'idéologie marxiste-léniniste teintée d'arabisme et de charia, Boumediene est passé de mode sur une autre question. Chef d'état-major de l'ALN, ministre de la défense à l'indépendance, putschiste trois ans plus tard, l'ancien président incarnait la primauté du militaire sur le civil. Cette question n'est plus de mise. C'est Wikileaks qui nous l'apprend. Selon les confidences de Bouteklika à un émissaire de la Maison Blanche, « en Algérie, les généraux obéissent aux civils. » C'est définitif : Boumediene n'est plus de ce monde.

Trente-deux ans après sa mort, il est le seul ancien président qui n'ait pas sombré dans l'oubli (...) y compris chez les plus jeunes. Renversé, démissionnaire (...) ou assassiné, un président algérien n'a plus droit de cité dès lors qu'il n'est plus au pouvoir (...) On n'en parle pas. Cette fâcheuse tradition du système politique s'explique par la mobilisation de l'appareil de propagande officielle au profit exclusif du chef de l'Etat en exercice. Mérites (...) ne peuvent être mis à l'actif du prédécesseur, lequel s'est vu opposer l'inévitable « rupture avec les pratiques du passé » le jour où son bail à El-Mouradia a pris fin. Résultat : les jeunes (...) ne savent rien (...) des trois personnalités qui, chaque année, à l'occasion de l'anniversaire du (...) 1er novembre 1954, président, en compagnie de Bouteflika, le banquet officiel lançant les festivités (...), Ahmed Ben Bella, Chadli Bendjedid et Ali Kafi, trois des anciens présidents encore vivants-le quatrième, Liamine Zéroual, ayant fait le choix de s'abstenir de toute apparition publique- semblent avoir été sortis de la naphaline pour l'occasion. En revanche, ces mêmes jeunes « citent, sans hésitation, Boumediene, quand on leur demande d'évoquer un ancien président, affirme une professeure dans un lycée de la capitale. Cela ne tient pas aux connaissances acquises à l'école mais aux conversations en milieu familial. Boumediene demeure la référence en matière d'homme d'état. » Il est vrai que la simple évocation de son nom provoque nostalgie chez les uns et crainte de l'uniforme chez les autres. Vice-président de la république et ministre de la défense au moment de l'indépendance, ce solide berbère, de son vrai nom Mohamed Ben Brahim Boukharrouba, natif de Guelma, a régné sur l'Algérie jusqu'à ce qu'un mal mystérieux l'emporte, le 27 décembre 1978, à l'âge de 46 ans. Incarnation du nationalisme ombrageux, de la posture révolutionnaire, Boumediene est le seul ancien président dont le portrait orne encore le bureau du cadre ou du subalterne, le mess des officiers ou la caserne de pompiers. Qu'on l'aime ou qu'on l'abhorre, Boumediene ne laisse pas indifférent. Mieux, c'est l'unique ex-président qui n'a pas sombré dans l'oubli, ni alimenté les histoires salées dont l'humour gratifie les puissants. Paradoxalement, ce

n'est pas sa longévité qui pourrait expliquer sa notoriété. Un algérien sur deux a moins de 40 ans et n'a donc pas connu les années Boumediene. Non seulement le système politique qu'a façonné l'ex-président lui a survécu (...) mais trente-deux ans après sa mort, c'est Bouteflika qui gouverne le pays. « La popularité de Bouteflika auprès des jeunes a indirectement contribué à maintenir vivace la mémoire de Boumediene », explique Souad Bouabdallah. Un argument que rejette son collègue Mohamed Zerdi : « Ce sont ses actes qui lui valent d'être encore dans le cœur des algériens. C'est à lui que l'on doit plus de 80% du potentiel industriel dont dispose l'Algérie. » Il est vrai que d'El-Hadjar, avec son immense complexe sidérurgique, à Arzew, qui abrite le premier site pétrochimique, en passant par Rouiba, avec ses industries mécaniques, les plus grosses unités industrielles datent des « années Boum », comme disent les nostalgiques des années 1970. « Mais Boumediene, ce n'est pas uniquement un legs, dans le sens matériel du terme, argumente Kaddour, diplomate à la retraite, c'est aussi le souvenir d'une Algérie devenue la Mecque des révolutionnaires et des mouvements indépendantistes, et dont la voix comptait dans le concert des nations. » Dans un pays qui a adopté le slogan « Un seul héros, le peuple » pour glorifier la guerre de libération, Boumediene a réussi à incarner l'image de celui qui, à lui seul, a bouté hors du pays l'ancienne puissance coloniale. Comment ? « En prenant deux décisions majeures, raconte Kaddour. Il a obtenu en 1968, l'évacuation de la base navale de Mers-el-Kebir par l'armée française, et fait nationaliser, en 1971, les sites pétroliers de Hassi Messaoud et le gazier de Hassi R'mel au détriment des groupes français Total et Elf. » Boumediene a aussi ses détracteurs. « On paie aujourd'hui les conséquences de certaines de ses décisions, déplore Nassim Kourdoughli, militant associatif. Au



JEUNE AFRIQUE

Toute l'actualité africaine en continu

n° 2607-2608

[BIBLIOGRAPHIE]

La désirante: Malika Mokaddem

Grasset, 2011



Shamsa, fille du soleil, fille des sables, apprend la disparition de son compagnon, Léo, dont on vient de trouver le bateau à la dérive.

Elle décide de partir à sa recherche à travers la Méditerranée ...

L'amour tant spirituel que physique qui la lie à Léo lui donne la force de braver toutes les barrières psychologiques, géographiques, de mener sa propre enquête, de tenter de retrouver à tout prix son bel amant aux yeux bleus rencontré sur le port de Montpellier.

Au fil de ce roman qui se lit d'une traite, l'émotion se vit à fleur de peau. Un roman du désert, de la mer, du vent, habité par la passion et anéanti par le manque de l'être aimé....

Maghreb-Machrek, n°207, printemps 2011

Recompositions au Moyen-Orient

Certains des fondements et des acteurs des recompositions actuelles de la région du Moyen-Orient sont présentés. La pérennité et l'impact qu'ils pourraient avoir sur l'avenir de cette région au cœur d'enjeux internationaux et de recompositions internes sont évalués : les aspirations sociales des populations, l'influence grandissante de la Turquie, la diplomatie française, etc.



Le développement économique de l'Algérie

S/d: Taïeb Hafsi

Casbah, 2011

D'éminents sociologues et économistes se penchent sur l'économie de l'Algérie. Ils ont écrit 765 pages sur le sujet. Leurs contributions sont publiées dans un ouvrage collectif intitulé le Développement économique de l'Algérie, expériences et perspectives.

Dès les premières pages du livre, Hafsi donne le ton. «Le problème du développement économique est qu'il n'est pas seulement économique», écrit-il. Il pense que le développement économique est déterminé par des facteurs sociaux et politiques, partis et gouvernement, entre autres. Le Dr Abderrahmane Mebtoul, expert international et enseignant à Oran, ajoute la dimension historique pour comprendre les politiques de développement et se livre à un bilan d'un demi-siècle de réalisations économiques. Il ne dément pas Hafsi en soulignant, lui aussi, que l'économie est politique. L'analyse est achevée par un regard sur la période 1999-2010 pendant laquelle, écrit-il, le Président a promis de rétablir l'Algérie sur la scène internationale et de relancer la croissance économique pour atténuer les tensions sociales et mettre fin à l'effusion

NRP, juin 2011, n°8

sion de sang.

Ces réalités n'ont pas échappé à d'autres rédacteurs, à l'instar de Ahmed Benbitour, ancien chef de gouvernement qui avait fait été d'une stabilisation macroéconomique «bien établie et d'une aisance financière jamais égalée». A cela s'ajoute le règlement du problème de l'endettement extérieur. Il regrette que les réformes du secteur réel n'aient pas été mises en oeuvre au rythme nécessaire pour contribuer au règlement des problèmes sociaux. Le couple économie-société doit fonctionner main dans la main. Tous ces rédacteurs sont d'accord sur le constat, y compris Nadji Safir, selon lequel toute société ne peut fonctionner que s'il existe entre tous ses membres une communication organisée pour atteindre le consensus à propos des valeurs et des croyances qui sont des repères pour baliser les modes d'action.

Quelles sont les propositions émises pour parvenir à ce consensus? Bachir Mazouz et Nourredine Belhocine explorent quelques pistes et mettent l'accent sur le rapprochement entre les secteurs public et privé. D'autres sont enclins à croire que de nouvelles méthodes de gestion sont à même de contribuer au redressement de l'économie.



[DISCOGRAPHIE]

Groupe Index: Tika

Genre : Rock

Date de sortie : 2011

Le groupe Index est sûrement la révélation rock de ces dix dernières années. Faiz, Salim, Fayçal, Fares et Azzedine sont un groupe d'étudiants qui a très rapidement gagné en maturité pour se vouer sérieusement à la musique. Index était connu dans les clubs et quelques



cafés où l'on organisait des concerts underground à Alger. Le groupe se consacrait aux reprises des standards des années 70 et 80 : Doobie Brothers, Bob Marley, Bee Gees, Carlos Santana... En parallèle à leur quotidien musical classique, fait exclusivement de reprises, Index préparait son propre répertoire, sous l'influence et les applaudissements de ses "aînés" auxquels il ne manque jamais de rendre hommage : Cheikh Sidi Bémol, l'ONB, Youcef, Raina Rai. A Alger, Index avait déjà une certaine notoriété quand il assura la première partie des Gnawa Diffusion lors de leur passage dans la capitale. Très ancré dans la réalité de la vie algéroise - et par extension algérienne - Index passe au scanner (mais avec beaucoup d'humour), la société. Avec un premier CD sorti en 2002, Index est en train d'entamer une grande carrière de groupe de rock.